

UN «MONDE SANS ARMES NUCLÉAIRES»

L'UTOPIE DU ZÉRO

PAR

TIPHAINE DE CHAMPCHESNEL (*)

En 2009, le Prix Nobel de la Paix a été attribué au Président des Etats-Unis pour son action diplomatique, en particulier son engagement en faveur d'un «monde sans armes nucléaires» (1). Si Barack Obama n'est pas à l'origine de cette vision, il lui a toutefois offert une caisse de résonance exceptionnelle lors d'un discours prononcé à Prague le 5 avril 2009 : *«so today, I state clearly and with conviction America's commitment to seek the peace and security of a world without nuclear weapons. I'm not naive. This goal will not be reached quickly – perhaps not in my lifetime. It will take patience and persistence. But now we, too, must ignore the voices who tell us that the world cannot change. We have to insist, 'Yes, we can'»* (2).

Applaudis par beaucoup de personnes, ces propos ont été retransmis puis commentés dans le monde entier. Leur impact a été d'autant plus grand que, bénéficiant non seulement du rayonnement lié à la fonction de Président des Etats-Unis, Barack Obama possède aussi une aura particulière, liée à l'immensité des espoirs suscités par son élection et la fin du mandat de l'administration Bush. Ainsi, peu importait certainement que cette vision se contentât d'intégrer des mesures déjà annoncées antérieurement et insuffisantes pour parvenir à sa concrétisation (3). Peu importait également que, dans le même temps, fût réaffirmée la pérennité de la dissuasion nucléaire américaine par une tautologie refermant immédiatement la perspective d'élimination des armes nucléaires (4). La vision à elle seule suffit à séduire, mais non à convaincre. Le «monde libre d'armes nucléaires» (5)

(*) Chargée de mission à la Délégation aux affaires stratégiques (DAS) du ministère français de la Défense.

(1) Communiqué de presse annonçant l'attribution du Prix Nobel de la Paix au président Barack Obama, 9 oct. 2009, disponible sur le site Internet www.nobelprize.org.

(2) Barack OBAMA, Discours, Prague, 5 avr. 2009, disponible sur le site Internet www.whitehouse.gov/the_press_office/Remarks-By-President-Barack-Obama-In-Prague-As-Delivered.

(3) Négociation d'un accord post-START, ratification du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE), Traité d'interdiction de la production de matières fissiles pour les armes nucléaires (*Cutoff*).

(4) *«As long as these weapons exist, the United States will maintain a safe, secure and effective arsenal to deter any adversary, and guarantee that defense to our allies».*

(5) Plusieurs expressions sont employées : «monde libre d'armes nucléaires» (*nuclear weapon free world*) et «monde sans armes nucléaires» (*world free of nuclear weapons*). La première expression confère implicitement une dimension négative aux armes nucléaires, laissant entendre que le monde est prisonnier des armes nucléaires.

apparaît aujourd'hui comme une utopie, tant par sa fonction de projection idéale liée à un contexte stratégique particulier que par son incapacité à se réaliser à présent.

LA FORMATION D'UNE UTOPIE

L'expression «monde libre d'armes nucléaires» apparaît dans les années 1990 avec la publication, par le mouvement antinucléaire Pugwash, d'un ouvrage intitulé *A Nuclear-Weapon-Free World: Desirable? Feasible?* (6). Elle n'est pas créée *ex nihilo*. Auparavant, la promotion du désarmement et la maîtrise des armements nucléaires ont constitué un socle sur lequel le «monde libre d'armes nucléaires» s'est greffé.

Les racines du «monde libre d'armes nucléaires» : mouvements pacifistes et antinucléaires

L'idée de réglementer et d'éliminer les armes nucléaires est née en même temps que la bombe elle-même, et même avant. En effet, les prémisses d'un mouvement au sein de la société civile sont perceptibles au début des années 1940 dans les milieux scientifiques (7). Les initiatives prises dans ce contexte jalonnent une période qui apparaît comme la préhistoire du «monde libre d'armes nucléaires». Les bombardements d'Hiroshima et de Nagasaki, les 6 et 9 août 1945, constituent un choc pour les opinions publiques et le point de départ de mouvements antinucléaires au sein de la société civile dans plusieurs pays, alors que, rapidement, l'ONU se saisit également de la question de l'énergie nucléaire (8). Aux Etats-Unis, des mouvements pacifistes et/ou religieux (The Catholic Workers Movement, Women's International League for Peace and Freedom, Fellowship for Reconciliation, World Peace Research, etc.) condamnent ces bombardements, notamment en les dénonçant comme immoraux (9). Des scientifiques, tels que ceux du groupe des Atomic scientists of Chicago – formé par d'anciens chercheurs impliqués dans le Projet Manhattan – embrassent également ces sentiments antinucléaires (10).

(6) Joseph ROTBLAT/Jack STEINBERGER/Bhalchandra UDGAONKAR, *Nuclear-Weapon-Free World: Desirable? Feasible?*, Colorado: Westview Press, Boulder, 1993.

(7) Ainsi, en 1942, Léo Szilard – impliqué dans le Projet Manhattan – se montre déjà préoccupé face à la perspective d'une multiplication des détenteurs de l'arme nucléaire : «we cannot have peace in a world in which various sovereign nations have atomic bombs in the possession of their armies». Propos cités par Jennifer SMITH, *The Antinuclear Movement. American Social Movements*, Greenhaven Press, Farmington Hills, 2003.

(8) Une Commission pour l'énergie atomique est créée par la toute première résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies (S/RES/1/1, 24 janv. 1946). Elle a pour objectif de «traiter des problèmes soulevés par l'énergie atomique» et notamment de «l'élimination des armes nucléaires et de toutes les autres armes susceptibles de provoquer des destructions massives».

(9) Jennifer SMITH, *op. cit.*, p. 14.

(10) C'est à cette époque et dans le but de sensibiliser le public aux dangers des armes nucléaires qu'Eugène Rabinowitch, membre de ce groupe, fonde le *Bulletin of the Atomic Scientists*.

Les mouvements de la société civile reprennent de l'ampleur sur le thème des essais nucléaires quelques années plus tard, en particulier après l'essai américain qui avait conduit à la contamination d'une partie des Iles Marshall et à l'irradiation de l'équipage d'un bateau de pêche japonais – dans l'atoll de Bikini, le 1^{er} mars 1954). L'interdiction des essais nucléaires, d'abord motivée par des préoccupations sanitaires et environnementales, a très rapidement été intégrée parmi les revendications des «désarmeurs», tant au sein de la société civile que dans les forums multilatéraux de désarmement. A ce titre, le discours du premier ministre indien Jawaharlal Nehru devant le Parlement le 2 avril 1954, est exemplaire : il appelait à la conclusion d'un «*standstill agreement*» (11) et demandait l'arrêt des essais nucléaires comme une étape vers le but ultime d'un désarmement nucléaire, conduisant à l'élimination des arsenaux existants.

C'est également après l'essai de Bikini que des préoccupations liées aux armes nucléaires furent à nouveau exprimées par les milieux scientifiques. Le 9 juillet 1955, un manifeste est publié par Albert Einstein et Bertrand Russell. Signé par onze scientifiques (12), il est destiné à faire prendre conscience du danger représenté par les armes de destruction massive. Les auteurs estiment qu'«*un accord par lequel les parties renonceraient aux armes nucléaires dans le cadre d'une réduction générale des armements*» «*serait d'une grande utilité*» car il concourrait à la détente entre l'Est et l'Ouest et «*diminuerait la crainte d'une attaque soudaine dans le style de celle de Pearl Harbour*». Dans le même temps, ils admettent qu'un tel texte «*ne résoudrait pas le problème*» car il constituerait seulement une première étape. A cette solution, le manifeste préfère un appel plus général au renoncement à la guerre. Cela a conduit, deux ans plus tard, à la fondation du mouvement Pugwash, avec la tenue de la première conférence sur le désarmement nucléaire et la responsabilité scientifique. C'est précisément le mouvement Pugwash qui se trouve à l'origine des premières occurrences du «monde libre d'armes nucléaires».

Dans cette préhistoire, les sentiments antinucléaires et pacifistes apparaissent bien souvent liés et se manifestent notamment en réaction aux différentes étapes du développement des armes nucléaires. A l'objectif d'élimination des armes nucléaires se mêlent par exemple celui d'interdiction des essais nucléaires et la crainte de sa diffusion à un plus grand nombre d'acteurs. A l'époque, le Traité de non-prolifération (TNP) n'a pas encore figé d'ordre nucléaire. L'acquisition d'armes nucléaires n'est donc pas interdite au plan international. Si l'utilisation de l'arme nucléaire, avant l'entrée dans l'ère de la dissuasion, a choqué, en quelques années, la dissuasion

(11) Jawaharlal NEHRU, «Standstill Agreement», Discours du Premier ministre indien devant le Parlement indien, 2 avr. 1954.

(12) Ce texte a été signé par les professeurs Max BORN, P.W. BRIDGMAN, Albert EINSTEIN, L. INFELD, J.F. JOLIOT-CURIE, H.J. MULLER, Linus PAULING, C.F. POWELL, J. ROTBLAT, Bertrand RUSSELL, Hideki YUKAWA.

nucléaire s'est imposée comme le corollaire de la détention de ces armes nouvelles et très spécifiques, devenant le cœur de la sécurité internationale pendant la Guerre froide. L'expression «monde libre d'armes nucléaires» n'est donc pas encore employée en tant que tel.

Le «monde libre d'armes nucléaires» dans l'après-Guerre froide : quelle réalité politique?

L'expression «monde libre d'armes nucléaires» apparaît dans les années 1990, avec la publication, par Pugwash, d'un ouvrage (13) qui aborde la question sous des angles multiples, examinant à la fois les questions politiques, techniques et juridiques. Les auteurs y partent du principe que «*la fin de la Guerre froide a tellement transformé le climat politique que cette idée n'est plus utopique : elle mérite sérieusement d'être étudiée*». Ils estiment aussi que «*la dissuasion minimale est le principal compétiteur intellectuel d'un monde dénucléarisé*», mais sont persuadés qu'en réalité la dissuasion n'a pas la vertu stabilisatrice dont elle se targue (14). Selon eux, l'idée de monde dénucléarisé était éloignée de toute réalité politique, mais ne l'est plus dès lors que la Guerre froide est terminée. Ils estiment que les armes nucléaires n'ont plus de rôle à jouer.

Si cet appel n'a pas eu de transposition politique, certains observateurs ont eu la perception d'une fenêtre d'opportunité pour sa concrétisation. Et alors que se déroulait la «*décennie prodigieuse*» du désarmement (15), les initiatives politiques, diplomatiques, non gouvernementales visant à promouvoir un «monde libre d'armes nucléaires» se sont multipliées.

Un grand nombre d'entre elles ont en réalité été lancées après la Conférence d'examen et de prorogation du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) en 1995 (16). Parmi celles des ONG se distinguent notamment la création d'Abolition 2000, réseau d'ONG affichant le double objectif de négociation et conclusion, d'ici l'an 2000, d'un accord sur un calendrier contraignant pour conduire à «*l'abolition des armes nucléaires*», ainsi que la publication, en 1997, d'un projet de Convention d'élimination des armes nucléaires (*Nuclear Weapons Convention*) (17). Des initiatives de la société civile ont été ensuite remarquées : en particulier la publication, le

(13) Cf. *supra*.

(14) Cf. la préface de l'ouvrage.

(15) Paul DAHAN, «Désarmement : préserver l'héritage, relancer l'entreprise», *Annuaire français de relations internationales*, vol. V, 2004.

(16) Le TNP est entré en vigueur en 1970 pour une période de 25 ans au terme de laquelle il prévoyait d'être renouvelé pour une période définie, indéfinie ou non renouvelé. Lors de la Conférence d'examen de 1995, les Etats parties se sont accordés sur sa prorogation indéfinie, marquant ainsi leur soutien à l'ordre nucléaire prévu par le Traité 25 ans auparavant et, surtout, à la norme qu'il est parvenu à instaurer, en se rapprochant de l'universalité, cela, même si trois Etats ont toujours refusé d'y adhérer.

(17) Les ONG assurant la promotion de ce projet lancé par l'organisation International Network of Engineers and Scientists Against Proliferation (INESAP) ont ensuite essayé d'obtenir le soutien de gouvernements. Au Comité préparatoire du TNP en 2007, le Costa Rica a soumis ce projet sans que cela suscite de réaction particulière.

5 décembre 1996, d'une déclaration de 61 généraux et amiraux à la retraite (18) issus de 17 pays (dont une majorité des Etats-Unis et de Russie), qui concluait que l'élimination des armes nucléaires était rendue nécessaire par les dangers de la prolifération, du terrorisme et de la perspective d'une nouvelle course aux armements.

Des initiatives politiques et diplomatiques, la plus importante fut la Commission de Canberra, établie en novembre 1995 par le gouvernement australien pour identifier les mesures supposées permettre de progresser vers un monde dénucléarisé. Un ouvrage fut publié à partir des travaux de cette Commission (19), ainsi qu'une déclaration, qui conclut qu'«*un monde libéré des armes nucléaires peut être assuré et maintenu par un engagement politique, et pérennisé grâce à une structure juridique permanente et contraignante*». L'argument majeur développé est que la thèse selon laquelle un grand nombre d'armes nucléaires pourrait être conservée perpétuellement sans jamais être utilisée – accidentellement ou délibérément – n'est pas crédible. La Commission de Canberra refusait la dissuasion.

En parallèle, au niveau gouvernemental, la Coalition pour un nouvel ordre du jour (New Agenda Coalition ou NAC), composée à l'origine de huit pays (Afrique du Sud, Brésil, Egypte, Irlande, Mexique, Nouvelle-Zélande, Slovaquie et Suède) (20), s'est formée autour de l'objectif ultime d'élimination des armes nucléaires. Par une déclaration réalisée le 9 juin 1998, les ministres des Affaires étrangères de ces Etats s'étaient accordés pour exhorter les possesseurs d'armes nucléaires à prendre immédiatement des mesures pour s'engager à les éliminer et s'étaient mis au diapason quant à la méthode pour parvenir à cet objectif, à savoir la définition d'un calendrier de désarmement – d'où l'appellation «Coalition pour un nouvel ordre du jour». Toutefois, le NAC n'avait pas proposé, à ce stade, d'agenda précis, en dehors d'une première étape constituée par un engagement immédiat à l'élimination totale et rapide des armes nucléaires.

Le «monde libre d'armes nucléaires» dans la Guerre froide s'enracine donc dans les mouvements pacifistes et antinucléaires. Pourtant, il se distingue de l'expression de l'objectif d'élimination des armes nucléaires, car, contrairement à celle-là, il projette une image idéale.

Les premières occurrences apparaissent, de manière remarquable, à la fin de la Guerre froide, avec la perception de ce qu'une fenêtre d'opportunité s'ouvre alors pour engager le processus qui mènera à sa réalisation. Si la fin du conflit bipolaire marque un changement de paradigme dans le domaine nucléaire militaire, elle ne correspond pas à l'image projetée d'un monde sans armes nucléaires. Tandis que des efforts de désarmement unilatéraux

(18) Initiative lancée par le général Lee Butler (ancien *Commander-in-Chief of the US Strategic Air Command*) et le général Andrew Goodpaster (ancien *Supreme Allied Commander in Europe*).

(19) Commission Canberra, *Éliminer les armes nucléaires*, Odile Jacob, fév. 1997, 294 p.

(20) La Slovaquie s'en est ensuite retirée.

et multilatéraux (conclusion du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires ou TICE) sont engagés par certains Etats, d'autres poursuivent des activités nucléaires clandestines, comme l'illustrent alors les cas iraquien et nord-coréen. Enfin, deux Etats transgressent les normes établies par le TNP et le TICE (essais nucléaires indien et pakistanais).

Ainsi, le lien entre l'utilisation de l'expression et le contexte stratégique est davantage celui d'une inquiétude par rapport à l'évolution du phénomène de prolifération que la perception d'une «fenêtre d'opportunité». Par ailleurs, le recours à l'expression est lié au calendrier institutionnel international, à travers le processus d'examen du TNP. En effet, la plupart des grandes initiatives en ce sens ont été lancées entre la Conférence d'examen de 1995 et celle de 2000. Ensuite, l'idée est précisément restée circonscrite aux discussions des ONG en marge du processus d'examen du TNP, jusqu'à sa «renaissance» sur la scène internationale en 2006.

LA FONCTION UTOPIQUE DU «0»

Evidemment très médiatisé, l'engagement américain pour l'objectif d'un «monde libre d'armes nucléaires» est apparu comme inédit, alors qu'il a constitué en réalité le point d'orgue d'une effervescence sur ce thème entretenue depuis plusieurs mois par des initiatives diplomatiques, des travaux de *think tanks*, etc. et émaillée de déclarations de personnalités politiques. L'expression s'est alors confondue avec d'autres formules intégrant notamment l'image du «zéro», ce qui a conduit à la projection d'une image absolue d'un «zéro» armes nucléaires («0») à une date indéterminée.

Une campagne pour le «0»

Le point de départ généralement attribué à cette effervescence est la parution de la tribune intitulée «*A world free of nuclear weapons*», parue dans le *Wall Street Journal* le 4 janvier 2007. Les auteurs, d'anciens responsables politiques (Henry Kissinger, George Schultz, William Perry et Sam Nunn), y proposent une série de mesures que les Etats possesseurs d'armes nucléaires pourraient initier (comme une «*joint enterprise*»), mesures qu'ils invitent implicitement les Etats-Unis à conduire : «*reassertion of the vision of a world free of nuclear weapons and practical measures toward achieving that goal would be, and would be perceived as, a bold initiative consistent with America's moral heritage*», peut-on ainsi lire.

Un autre événement fondateur fut le discours de l'ancienne ministre des Affaires étrangères britannique Margaret Beckett en juin 2007, à la Conférence Carnegie sur la non-prolifération – qui rassemble régulièrement la plupart des experts de la non-prolifération (21) –, affirmant : «*what we need is*

(21) Disponible sur le site Internet www.carnegieendowment.org/events/?fa=eventDetail&id=1004.

both vision – a scenario for a world free of nuclear weapons. And action – progressive steps to reduce warheads numbers and to limit the role of nuclear weapons in security policy. Son appel – *«and though we in this room may never reach the end of that road, we can take the first steps down it. For any generation, that would be a noble calling. For ours, it is a duty»* – avait été applaudi par l'ensemble des participants réunis (22).

Par la suite, un véritable courant s'est structuré autour de plusieurs grandes initiatives non gouvernementales ou soutenues par des Etats. Certaines ont conduit à la parution de rapports s'ajoutant aux multiples publications ayant également contribué à alimenter le débat. Un certain nombre de ces publications, en amont de l'élection présidentielle américaine, était évidemment destiné à la nouvelle administration (23). A côté des traditionnelles mesures souhaitées par les abolitionnistes (augmentation des délais d'alerte, non-usage en premier de l'arme nucléaire (24), etc.), de «nouvelles» (25) idées ont émergé et se sont imposées, parmi lesquelles le contrôle du cycle du combustible (26) comme condition nécessaire pour permettre le maintien d'un monde sans armes nucléaires et la notion de seuil minimal («camp de base») pour permettre d'arriver à «zéro» (27). Parmi ces initiatives se distingue en particulier une commission soutenue par l'Australie et le Japon, qui, sous le nom de Commission internationale sur la non-prolifération et le désarmement nucléaire (ICNND), a inscrit ses travaux dans la même perspective que celle de Canberra (*cf. supra*) (28). Lancée par le premier ministre australien Kevin Rudd le 9 juin 2008, l'ICNND a rassemblé des personnalités de quinze pays pour proposer un rapport en amont de la Conférence d'examen du TNP.

(22) Dans la continuité d'un article paru au sujet du «monde libre d'armes nucléaires» en 2008, on notera que le Royaume-Uni venait de confirmer son attachement à la dissuasion nucléaire jusqu'à un horizon lointain, consacrant formellement le maintien de la composante océanique (lancement d'une nouvelle génération de SNLE et extension de la durée de vie des missiles Trident II-D5). *Cf.* Tiphaine DE CHAMPCHESNEL/Nicolas KASPRZYK, «2040 : un monde sans armes nucléaires?», *Défense nationale*, déc. 2008.

(23) *Cf.* par exemple George PERKOVICH, «Abolishing nuclear weapons : why the United States should lead», *Carnegie Policy Brief*, n° 66, oct. 2008.

(24) Le non-usage en premier s'est décliné en «*sole purpose*» (limitation du rôle des armes nucléaires à dissuader de l'usage d'armes nucléaires).

(25) La «nouveauté» de ces idées est discutable. Celle du contrôle du cycle du combustible apparaît à l'ONU dès 1946, avec la première résolution de l'Assemblée générale qui crée la Commission pour l'énergie atomique ou encore la proposition américaine, connue sous le nom de Plan Baruch, d'une autorité internationale chargée du développement de l'énergie nucléaire – dix ans avant la création de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Quant à l'idée de «camp de base», on la trouve notamment dans l'ouvrage de Jonathan SCHELL, *The Abolition*, Avon Books, New York, 1986, 218 p.

(26) *Cf.* James ACTON/George PERKOVICH, «Abolishing nuclear weapons : a debate», *Carnegie Endowment Report*, fév. 2009.

(27) *Cf.* le projet peu médiatisé «Base Camp : assessing alternative paths to the nuclear-free mountaintop» (disponible sur le site Internet www.cnas.org/basecamp), lancé par le Center for New American Security (CNAS), avec le soutien de la Nuclear Threat Initiative. Ce projet a fait travailler des experts internationaux (Philipp Bleek, Ariel Levite, Pavel Podvig, Bruno Tertrais) sur la notion de «camp de base».

(28) Pour une analyse de l'impact de la Commission Canberra, *cf.* Marianne HANSON/Carl UNGERER, «The Canberra Commission : paths followed, paths ahead», *Australian Journal of International Affairs*, vol. LIII, n° 1, 1999, pp. 5-17. Les auteurs y estimaient que le gouvernement australien devait reformer une Commission Canberra. Si celle-là ne suffisait pas à parvenir à l'élimination des armes nucléaires, elle permettrait de concentrer à nouveau l'attention sur ce thème.

Quelques mois après, en décembre 2008, *Global Zero* a été lancé par une première conférence, tandis qu'un site Internet destiné au grand public et aux médias était ouvert. La vocation médiatique de cette initiative semblait prépondérante : sollicitation de personnages de renommée internationale, y compris de stars de cinéma ; traduction du site Internet en une demi-douzaine de langues, etc. L'objectif affiché par *Global Zero* peut être résumé par l'accroche de son site Internet : saisir «*un moment historique*» pour engager un mouvement global en vue d'éliminer les armes nucléaires au niveau mondial. *Global Zero* non seulement s'appuie sur des personnalités, mais vise aussi l'engagement de l'opinion publique, notamment par le biais d'une déclaration de soutien : «*nous, soussignés, sommes convaincus que pour protéger nos enfants, nos petits-enfants et notre civilisation, nous devons éliminer l'ensemble des armes nucléaires dans le monde entier. Nous nous engageons à travailler en faveur d'un accord légal et contrôlable à tout moment, conclu avec les nations du monde entier, pour éliminer toutes les armes nucléaires d'ici une date prédéfinie*» (29).

Toutes ces initiatives ont été encouragées également par des prises de positions de personnalités tels le Secrétaire général des Nations Unies (30) et, surtout, plusieurs responsables politiques des Etats dotés d'armes nucléaires (31). Tant et si bien que, progressivement, au-delà des publications spécialisées, l'image du «0» a trouvé sa place dans la presse quotidienne, à travers des tribunes et des éditos, dans les forums de discussion sur Internet, etc., prenant ainsi des allures de slogan publicitaire.

Le «0» et la maîtrise des armements

Le «0» est devenu l'objet d'une campagne intimement liée à plusieurs échéances de maîtrise des armements («*arms control*») : d'une part, l'échéance du Traité START en décembre 2009 ; d'autre part, la Conférence d'examen du TNP de 2010 (32).

La fin de l'accord américano-russe de réduction des arsenaux stratégiques, le 5 décembre 2009, était autant porteuse d'incertitude que d'espoir concernant la définition d'un futur accord : créer un soutien à l'objectif du «0» pouvait contribuer à mettre la pression sur les Etats-Unis et la Russie afin qu'ils parviennent effectivement à un accord, et de préférence, des réductions substantielles par rapport à celles décidées dans le cadre du Traité SORT (33).

(29) La date retenue par *Global Zero* est 2030.

(30) Discours à l'East West Institute, 24 octobre 2008.

(31) Après Gordon Brown en janvier 2008, Barack Obama et Dimitri Medvedev se sont engagés vers un monde sans armes nucléaires par une déclaration commune le 1^{er} avril 2009. Dans ce contexte, le refus de la France d'adhérer à cette vision a été remarqué mais mal compris. A ce sujet, voir TERTRAIS, Bruno, «France and Nuclear Abolition : The Odd Country Out ?», *Proliferation Analysis*, September 3, 2009.

(32) Voir l'article de Martin BRIENS dans ce volume.

(33) Le Strategic Offensive Reductions Treaty a été signé le 24 mai 2002.

Pourtant, c'est davantage au processus d'examen du TNP que le slogan était destiné. Après ce qui avait été présenté par plusieurs États parties comme un échec de la Conférence d'examen de 2005 (34), d'importantes attentes pesaient sur celle de 2010. Du côté des partisans de l'abolition nucléaire (États parties et ONG), un objectif était certainement de conduire les États dotés à un engagement d'élimination de leurs arsenaux nucléaires à une date déterminée (35). Une campagne d'ONG par exemple avait été lancée avec l'objectif de 2020, *Global Zero* avait fixé 2030, etc. Avec l'adoption des «13 étapes pratiques» pour le désarmement nucléaire dans le cadre du document final de la Conférence d'examen de 2000, les abolitionnistes étaient restés insatisfaits, espérant qu'un véritable calendrier serait imposé aux États dotés. Ces ONG avaient aussi certainement souhaité profiter de la mise en place d'une administration américaine supposée plus ouverte sur les questions de désarmement – pendant sa campagne, B. Obama avait insisté sur sa volonté de réduire la place des armes nucléaires dans la sécurité des États-Unis et de procéder à de nouvelles réductions (36).

Si cette effervescence des ONG ressemble à celle des années 1990, elle en diffère pourtant : résultat ou non de cette campagne, l'appropriation de l'expression par des responsables politiques des États dotés d'armes nucléaires représente un fait nouveau. Pour autant, le «0» armes nucléaires ne semble pas davantage en voie de réalisation que lorsqu'il restait circonscrit aux milieux non gouvernementaux, car ces engagements paraissent moins liés à la perception d'une amélioration des conditions de sécurité permettant de progresser sur le plan du désarmement nucléaire qu'à des échéances politiques, notamment au plan international. D'ailleurs, le président Obama n'a pas laissé subsister de doute à ce sujet, en confirmant la pérennité de la dissuasion américaine alors même qu'il prononçait son engagement en faveur d'un «monde libre d'armes nucléaires». Quant à l'échéance politique, il s'agissait bien de la Conférence d'examen de 2010, mais dans une perspective différente de celle des ONG : ayant conscience de l'existence d'attentes spécifiques des États non dotés (en particulier du Mouvement des non-alignés) en matière de désarmement nucléaire, certains États dotés ont souhaité se montrer ouverts à leurs revendications ; leur but était certainement de permettre un bon déroulement de la Conférence d'examen et, peut-être, à terme un renforcement du régime de non-prolifération, que certains États non dotés refusent en prétextant un manque d'efforts de désarmement nucléaire (37). Ce lien entre Conférence d'examen du TNP et le «0»

(34) Voir DE GONNEVILLE, Etienne, «La septième conférence d'examen du TNP. Une étape dans une crise de régime?», *AFRI*, 2006, volume VII.

(35) Sur le modèle de la Convention d'interdiction des armes chimiques par exemple, qui n'est pas seulement un traité de non-prolifération, mais un traité d'interdiction totale de ces armes, au contraire du TNP qui légitime la possession d'armes nucléaires par cinq États.

(36) <http://www.nytimes.com/2007/10/02/us/politics/02obama.html>.

(37) Cette insistance par rapport au désarmement nucléaire semble ignorer les efforts entrepris par les États dotés qui les présentent lors de chacune des réunions du processus d'examen.

était déjà évident dans les discours des Etats dotés. Par exemple, en janvier 2008, Gordon Brown avait affirmé : *«and I pledge that in the run-up to the Non Proliferation Treaty review Conference in 2010, we will be at the forefront of the international campaign to accelerate disarmament amongst possessor states, to prevent proliferation to new states, and to ultimately achieve a world that is free from nuclear weapons»* (38). Quant à la déclaration bilatérale Obama–Medvedev du 1^{er} avril 2009, elle s’inscrit même dans la double perspective de la Conférence d’examen et de la négociation de l’accord post-START (39).

Dans cette perspective, le «monde libre d’armes nucléaires» revêt certains aspects d’un instrument de maîtrise des armements. Distincte du désarmement – même si celui-là peut en être une composante –, la maîtrise des armements s’apparente à la recherche d’un équilibre stratégique à travers la réglementation de la possession et de l’utilisation des armements (40). En utilisant la vision du «0» pour renforcer le régime de non-prolifération, ses promoteurs s’inscrivent en effet dans un mécanisme typique de la maîtrise des armements.

* *
*

CONCLUSION : LE «0» ET LE MONDE RÉEL

Le «0» et la prolifération

L’opposition entre le «0 armes nucléaires» et le monde réel est saisissante. Le seul phénomène de prolifération fait apparaître le «0 armes nucléaires» comme une utopie pour deux raisons.

Tout d’abord, le «0» se présente comme une construction intellectuelle permettant d’échapper à une réalité qui est certainement insupportable : celle de la prolifération. En effet, une fonction de l’utopie est de proposer un autre monde à un moment critique pour la société (41) : face à un sen-

(38) Gordon BROWN, Discours, New Delhi, 21 janv. 2008.

(39) *«As leaders of the two largest nuclear weapons States, we agreed to work together to fulfil our obligations under article VI of the Treaty on Non-Proliferation of Nuclear Weapons (NPT) and demonstrate leadership in reducing the number of nuclear weapons in the world. We committed our two countries to achieving a nuclear free world, while recognizing that this long-term goal will require a new emphasis on arms control and conflict resolution measures, and their full implementation by all concerned nations. We agreed to pursue new and verifiable reductions in our strategic offensive arsenals in a step-by-step process, beginning by replacing the Strategic Arms Reduction Treaty with a new, legally binding treaty»*, Londres, 1^{er} avr. 2009.

(40) Sur la définition de la maîtrise des armements, cf. Jozef GOLDBLAT, *Arms control*, Sage publications, Londres 2002. Il convient de souligner que le zéro avait déjà été instrumentalisé par le passé, si l’on en croit l’analyse de George AYACHE et Alain DEMANT (*Armements et désarmement depuis 1945*, Complexe, 1991) au sujet de l’option zéro proposée par le président Reagan en 1981 – il s’agissait d’une option zéro partielle. Les deux auteurs affirment en effet que, au moment de la crise des Euromissiles, *«les deux superpuissances firent assaut de propositions et de contre-propositions dans le but de se mettre réciproquement en difficulté devant les opinions publiques européennes»*.

(41) Cf. Paul RICŒUR, *Idéologie et Utopie*, Seuil, 1997.

timent d'incapacité à lutter contre la prolifération, une solution de facilité est trouvée dans la projection du «0». Ce lien est fondé d'abord sur une croyance relativement répandue en l'existence d'un lien systématique entre désarmement et prolifération. Selon les défenseurs de cette approche réductrice, c'est l'absence de progrès en matière de désarmement nucléaire qui serait à l'origine de la prolifération.

Au-delà, la prolifération fait du «0» une utopie car le «monde proliféré» n'est rien d'autre que son opposé. Comment envisager l'élimination des armes nucléaires dans un tel contexte de prolifération ? Les Etats dotés soulignent en effet que le désarmement nucléaire ne peut intervenir que dans certaines conditions de sécurité. Ce que le TNP exprime en son article VI en liant désarmement nucléaire et «désarmement général et complet».

Le «0» et la dissuasion

Le rôle des armes nucléaires aujourd'hui reste important, même s'il a pu diminuer depuis la Guerre froide dans certaines des politiques de sécurité. L'ordre établi par le TNP compte cinq Etats dotés d'armes nucléaires. Deux autres Etats (Inde, Pakistan) revendiquent la possession d'armes nucléaires hors du TNP. Un troisième Etat non membre du TNP (Israël) maintient l'ambiguïté sur son arsenal. S'ajoutent à ces pays, tous ceux qui font reposer leur sécurité sur les armes nucléaires à travers une alliance (Etats parties au Traité de Tachkent, au Traité de l'Atlantique-Nord, Japon, Corée du Sud, etc.).

Le désarmement coûte cher et prend du temps : comment envisager le «0» avec un total de 23 360 armes nucléaires sur 111 sites sur le territoire de 14 Etats différents ? (42) Est-ce que le «0» armes nucléaires reviendrait à un monde sans dissuasion ? Est-ce que la dissuasion est possible par d'autres moyens que les armes nucléaires ? Ces questions ont maintes fois été débattues. Le «0» est actuellement considéré comme dangereux par beaucoup d'observateurs des relations internationales : *«imaginons cependant un monde débarrassé réellement des armes nucléaires. Les conflits politiques ne seraient pas éliminés pour autant : les rapports de force seraient simplement transposés à un autre niveau, celui des effectifs et des armements classiques»* (43). Certains font référence au monde d'avant-1945 pour conclure qu'un monde sans armes nucléaires est plus dangereux que celui qui a appris les règles de la dissuasion. Les experts se fondent sur l'argument de la rationalité. Pierre Hassner explique par exemple que les armes

(42) Robert NORRIS/Hans KRISTENSEN, «Nuclear notebook : worldwide deployments of nuclear weapons 2009», *Bulletin of the Atomic Scientists*, nov.-déc. 2009, pp. 86-98.

(43) Michel TATU, «Faut-il renoncer à la maîtrise des armements ?», *Politique internationale*, n° 37, 1985, pp. 293-306. Même Jonathan SCHELL (*op. cit.*) est de cet avis : *«a nuclear-weapon-free but conventionally armed and nuclear capable world of sovereign and independent States linked together under an abolition agreement would remain an uneasy, dangerous world»*.

nucléaires encouragent à un rationalisme défensif plutôt qu'expansionniste (44). Bruno Tertrais affirme qu'«*un monde 'sans arme nucléaire' serait sans doute plus dangereux que le monde d'aujourd'hui. Car les bénéfices de l'arme nucléaire sont probablement supérieurs aux risques qui découlent de son existence*» (45).

L'idéal d'un monde plus sûr...

La recherche d'un «0» armes nucléaires en soi paraît artificielle. Une perspective plus pragmatique et convaincante est celle d'un monde plus sûr. C'est l'objectif affiché par le Conseil de sécurité de l'ONU dans la résolution issue du sommet sur la non-prolifération et le désarmement nucléaires du 24 septembre 2009 : «*déterminé à œuvrer à un monde plus sûr pour tous et à créer les conditions pour un monde sans armes nucléaires, conformément aux objectifs énoncés dans le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, d'une manière qui promeuve la stabilité internationale, et sur la base du principe d'une sécurité non diminuée pour tous*» (46).

La promotion d'un «0» en soi peut aussi être dangereuse. Fixer un objectif idéal peut constituer un guide et un moteur pour l'action – utile à certains moments critiques comme la renégociation d'un accord –, mais cela peut être dangereux si les attentes créées ne peuvent être satisfaites : «*de manière paradoxale, les rhétoriques les plus extrêmes en faveur de l'élimination des armes nucléaires risquent de desservir gravement la cause du désarmement plutôt que de la faire progresser*» (47). Dans cette perspective, les partisans du «0» devraient conserver à l'esprit l'échec tragique du Pacte Briand-Kellogg (1929) qui promouvait le renoncement à la guerre comme instrument de désarmement.

La focalisation sur le «0» risque également de détourner l'attention, les moyens, les ressources de problèmes plus urgents : la prolifération, menace à l'échelle régionale autant que globale, est multidimensionnelle (nucléaire, biologique, chimique et balistique) et évolutive (évolution des technologies, des stratégies d'acquisition, etc.). Pour compléter le socle du régime formé par les traités, des instruments nouveaux ont été créés. Désormais, la mécanique de la Résolution 1 540 (2004) du Conseil de sécurité devient le pivot du régime et offre les perspectives concrètes d'un renforcement de la sécurité internationale.

Dans ce contexte, le guide de l'action internationale dans le domaine des armes nucléaires devrait être la prévention de la guerre nucléaire, telle

(44) Pierre HASSNER, *L'Etat-nation à l'âge nucléaire*.

(45) Bruno TERTRAIS, «Un monde sans arme nucléaire est-il souhaitable?», *Note de la Fondation pour la recherche stratégique*, sept. 2009.

(46) UNSC/RES1 887 adoptée à l'unanimité le 24 septembre 2009. Cette formule est tirée de la Déclaration sur la non-prolifération émise lors du sommet du G8 de l'Aquila.

(47) Tiphaine DE CHAMPCHESNEL/Nicolas KASPRZYK, *op. cit.*

qu'inscrite dans le préambule du TNP, ainsi que la recherche de la stabilité nucléaire. La confrontation au monde réel dans toutes ses composantes, non limitée à une vision onirique qui serait une échappatoire à la réalité, impose d'adopter une démarche pragmatique, fondée sur des mesures certes ambitieuses, mais gages d'une plus grande sécurité pour tous : la limitation du nombre d'acteurs – lutte contre la prolifération –; la limitation des arsenaux existants (retenue, transparence minimale sur les doctrines, maintien d'un caractère uniquement défensif, arrêt total et définitif des essais nucléaires, arrêt définitif de la production de matières fissiles pour les armes nucléaires); des mesures de confiance (à commencer par la pré-notification des tirs spatiaux et balistiques à travers le *Code international de conduite de La Haye* ou HCOC).

Le résultat attendu n'est pas un monde libre d'armes nucléaires, mais, plus modestement et plus sûrement, un monde qui n'en soit pas prisonnier.